

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Autres opérations

Fusions et scissions

Avis relatif au projet commun de fusion transfrontalière de la société SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE avec la société INMOBILIARIA COLONIAL, SOCIMI, S.A.

Société Absorbante

INMOBILIARIA COLONIAL, SOCIMI, S.A.

Société anonyme de droit espagnol au capital de 1.568.361.717,50 euros

Siège social : Paseo de la Castellana 52, 28046 Madrid (Espagne)

Immatriculée au registre du commerce de Madrid au tome 36 660, feuillet 87, page numéro M-30 822

Société Absorbée

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Société anonyme de droit français au capital de 85.901.600 euros

Siège social : 42, rue Washington, 75008 Paris (France)

Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 040 982

Il a été établi un traité de fusion transfrontalière (le « **Traité de Fusion** ») entre la Société Absorbée et la Société Absorbante conformément aux dispositions de la directive (UE) n° 2019/2121 du 27 novembre 2019 modifiant la directive n° 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 relative à certains aspects du droit des sociétés, transposée en droit espagnol en vertu de la *Real Decreto-ley 5/2023, de 28 de junio* (la « **RDL 5/2023** ») et en droit français aux articles L. 236-31 à L. 236-45 et R. 236-20 à R. 236-34 du Code de commerce.

Par ailleurs, la fusion est une fusion simplifiée au sens de l'article 54 du RDL 5/2023 et de l'article L. 236-12 du Code de commerce puisqu'à la date du Traité de Fusion, la Société Absorbante détient 42.195.316 actions de de la Société Absorbée, représentant 98,24 % de son capital social.

Société qui résulte de l'opération de fusion

Il est précisé qu'il n'existera aucune société nouvelle résultant de l'opération de fusion transfrontalière, la Société Absorbée étant absorbée par la Société Absorbante, cette dernière survivant à l'opération de fusion transfrontalière.

Evaluation de l'actif et du passif de la Société Absorbée au 1^{er} janvier 2025 :

Actif évalué à (*milliers d'euros*) : 4.017.131 euros

Passif évalué à (*milliers d'euros*) : 2.846.596 euros

Actif net apporté (*milliers d'euros*) : 1.170.535 euros

Actif net apporté provisoire estimé à la date d'effet comptable : 1.023.388.973 euros

Rapport d'échange des actions :

Le rapport d'échange des actions de la Société Absorbée contre les actions de la Société Absorbante a été déterminé sur la base d'une analyse multicritères, telle que décrite en Annexe 6 du Traité de Fusion (le « **Rapport d'Echange** »). En application de ces critères, le Rapport d'Echange est de 13 actions Colonial d'une valeur nominale de 2,50 euros pour chaque action de la Société Absorbée d'une valeur nominale de 2,00 euros, sans qu'aucune compensation supplémentaire en numéraire ne soit prévue.

La Société Absorbante échangera les actions de la Société Absorbée contre des actions auto-détenues. À la date du Traité de Fusion, la Société Absorbante a déclaré détenir suffisamment d'actions auto-détenues pour procéder à l'échange envisagé.

Aucune action de la Société Absorbante ne sera échangée au titre des actions de la Société Absorbée qui, à la Date de Réalisation (tel que ce terme est défini ci-après), sont auto-détenues par la Société Absorbée. Les actions

auto-détenues par la Société Absorbée seront annulées par l'effet de la fusion conformément à l'article L. 236-3 du Code de commerce à la date de réalisation de la fusion.

A la Date de Réalisation et en vertu de la fusion, toutes les actions de la Société Absorbée en circulation seront annulées de plein droit et, en échange, la société absorbante attribuera un nombre maximum de 10.683.244 actions auto-détenues au profit des actionnaires de la Société Absorbée (autres que les actionnaires de la Société Absorbée qui auront exercé le Mécanisme de Sortie décrit ci-dessous) sur la base du Rapport d'Échange et selon les termes et conditions énoncés dans le Traité de Fusion.

Montant de la prime de fusion : NEANT

Effet de la fusion :

Sous réserve que les Conditions Suspensives aient été accomplies ou levées et que les Obligations (tel que ce terme est défini ci-après) aient été remboursées conformément à leurs termes et conditions, la réalisation de la fusion aura lieu à la date d'enregistrement de la fusion au Registre du Commerce de Madrid (la « **Date de Réalisation** »).

Conformément au Plan comptable général approuvé par le décret royal 1514/2007 du 16 novembre 2007, la date d'effet comptable de la fusion sera la date d'approbation de la fusion par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée.

Modalités d'exercice des droits des créanciers, des salariés et des associés :

En ce qui concerne les créanciers : Il n'est pas prévu que la fusion ait un impact sur les créanciers des sociétés participantes à la fusion, au-delà du fait que les créanciers de la Société Absorbée deviendront des créanciers de la Société Absorbante et de l'intégration des actifs et passifs de la Société Absorbée dans la Société Absorbante par voie de transmission universelle de patrimoine.

Par conséquent, il n'a pas été jugé nécessaire de prévoir une garantie dans le cadre de la Fusion ou d'adopter des mesures de protection ou des garanties supplémentaires en faveur des créanciers.

Conformément aux dispositions de l'article 13 du RDL 5/2023 et des articles L. 236-15 et R. 236-34 du Code de commerce, les créanciers de la Société Absorbée et de la Société Absorbante dont les créances sont antérieures à la publication du Traité de Fusion peuvent faire opposition dans un délai de trois (3) mois à compter de la dernière publication du Traité de Fusion.

En tout état de cause, l'exercice des droits des créanciers décrits ci-dessus n'empêchera pas la réalisation de la Fusion.

Une assemblée générale des détenteurs d'obligations ne serait pas requise dans le cadre de la Fusion.

En ce qui concerne plus spécifiquement les obligations d'un montant de 500.000.000 € à échéance du 29 mai 2025 émises le 29 mai 2018 par la Société Absorbée (les « **Obligations** »), la fusion ne sera pas effective avant qu'elles n'aient été entièrement remboursées comme prévu à l'article 6 du Traité de Fusion.

En ce qui concerne les salariés :

La Fusion n'aura pas impact individuel ou collectif sur les salariés actuels de la Société Absorbante.

Afin de confirmer l'inclusion de la succursale française de la Société Absorbante dans le périmètre de l'Unité Economique et Sociale tel que défini dans l'accord du 1^{er} juillet 1999 et les avenants ultérieurs à ce jour, la Société Absorbante proposera un avenant numéro 5 à l'accord initial qui sera signé au plus tard à la Date de Réalisation.

En application de l'article L. 1224-1 du Code du travail, tous les contrats de travail en cours des salariés de la Société Absorbée seront transférés de plein droit à la Société Absorbante, à compter de la Date de Réalisation. S'agissant d'une règle d'ordre public, aucune formalité ne sera nécessaire pour que ce transfert ait lieu.

Après la fusion, les contrats de travail transférés continueront à être régis par le droit du travail français. En pratique, tous les salariés conserveront, à la date du transfert, tous les droits découlant de leur contrat de travail.

La même convention collective de branche et les mêmes accords collectifs de branche, dans les mêmes conditions et limites, continueront de s'appliquer à la succursale française de la Société Absorbante après la fusion.

Afin de neutraliser les conséquences éventuelles de la fusion sur les accords collectifs applicables aux salariés de la société absorbée, la Société Absorbante proposera de conclure l'accord collectif qui permettra d'assurer que les accords collectifs à durée indéterminée continueront à s'appliquer pour une durée indéterminée après la fusion et que tous les accords collectifs à durée déterminée continueront à s'appliquer pour la durée pour laquelle ils ont été initialement convenus, dans les conditions décrites dans le document d'information partagé avec les représentants des salariés de la Société Absorbée

Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée ne disposent actuellement d'un système de représentation des salariés au sein des organes d'administration ou de surveillance au sens de l'article L. 2351-6 du Code du travail français et, par conséquent, il n'y a pas d'informations sur les procédures par lesquelles les modalités relatives à l'implication des salariés dans la définition de leurs droits de participation dans la société issue de la fusion doivent être déterminées dans le Traité de Fusion. Dans la mesure où la société issue de la fusion aura son siège social en Espagne, les droits de participation des salariés seront définis conformément au droit du travail espagnol.

En ce qui concerne les associés :

Aucun droit particulier n'a été ou ne sera accordé aux actionnaires ou titulaires de titres autres que les actions des sociétés participantes à la fusion. Aucune mesure associée n'a été proposée ou décidée dans le cadre de la fusion. En particulier, à l'exception des actions gratuites émises par la Société Absorbée, aucun droit particulier, tel que des droits aux bénéfices ou des droits de souscription d'actions, n'est détenu à l'égard de la Société Absorbée par quiconque, autrement qu'en qualité d'actionnaire, en conséquence de quoi cette partie aurait le droit de recevoir soit un droit équivalent dans la Société Absorbante, soit une compensation à ce titre.

Conformément à l'article L. 236-40 du Code de commerce, les actionnaires de la société absorbée qui auront voté contre la fusion lors de l'assemblée générale de la société absorbée pourront exercer leur droit de retrait sur les actions de la société absorbée qu'ils détenaient, à condition qu'ils continuent à les détenir au moment où ils exercent leur droit de retrait (le « **Mécanisme de Sortie** »).

Conformément à l'article R. 236-6 du Code de commerce, les actionnaires de la société absorbée qui le souhaitent peuvent exercer le Mécanisme de Sortie dans un délai de dix (10) jours à compter de l'Assemblée Générale des actionnaires de la société absorbée ayant approuvé la fusion. La société absorbée, à son tour, devra formuler ses offres aux actionnaires concernés, dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la réception de la demande.

Le prix d'acquisition des actions de la Société Absorbée sera de 77,5 euros par action (coupon attaché) (le « **Prix de Sortie** »). Le Prix de Sortie a été fixé conformément aux dispositions de l'article R. 236-26 du Code de commerce et de l'article L. 433-4 du Code monétaire et financier. Le Prix de Sortie sera ajusté du montant du dividende de la Société Absorbée qui sera voté avant la fusion.

L'adresse électronique à utiliser par les actionnaires de la Société Absorbée pour exercer le Mécanisme de Sortie est la suivante : juridique@fonciere-lyonnaise.com.

Une information exhaustive sur les modalités d'exercice des droits des créanciers, des salariés et des associés peut être obtenue sans frais aux sièges sociaux de chaque société participante à l'opération de fusion tels qu'indiqués dans le présent avis.

Avis d'information des associés, des créanciers et des délégués du personnel ou à défaut des salariés eux-mêmes

Les associés, les créanciers et les délégués du personnel (ou, à défaut de délégués du personnel désignés, les salariés) des sociétés participantes à l'opération de fusion peuvent présenter leurs observations concernant le projet de fusion au plus tard cinq (5) jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale de la Société Absorbée appelée à se prononcer sur l'opération dont la tenue est prévue pour le **23 avril 2025**. Ces observations pourront être déposées aux sièges sociaux des sociétés participant à l'opération de fusion tels qu'indiqués dans le présent avis.

Date du projet de fusion : 4 mars 2025

Conformément à la législation espagnole, l'acte public espagnol de fusion (*escritura pública de fusión*) (incluant en annexe le traité de fusion) sera déposé auprès du Registre du commerce de Madrid (*Registro Mercantil de Madrid*) après la délivrance du certificat de conformité par le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris.

Un exemplaire du projet de fusion a été déposé le **6 mars 2025** au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris au nom de la société **SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE**.

Un exemplaire du projet de fusion est disponible sur le site Internet de la Société Absorbée (www.fonciere-lyonnaise.com) et de la Société Absorbante (www.inmocolonial.com) et mis à disposition du public sans frais au siège social de la Société Absorbée, 42 rue Washington, 75008 Paris.

La présente mention vaut avis conformément aux dispositions des articles L.236-35 et R.236-22 du code de commerce.